

Amaury Lorin

Paul Doumer

La République audacieuse



ÉPOQUES

Champ Vallon

ÉPOQUES
EST UNE COLLECTION
DIRIGÉE PAR
JOËL CORNETTE

PAUL DOUMER

DU MÊME AUTEUR

Une ascension en République: Paul Doumer (1857-1932), d'Aurillac à l'Élysée, Paris, Dalloz, coll. « Bibliothèque parlementaire et constitutionnelle », 2013, préface de Jean-Pierre Bel, avant-propos de Serge Berstein. Prix de thèse du Sénat 2012.

Nouvelle histoire des colonisations européennes (XIX^e-XX^e siècles): sociétés, cultures, politiques, dir. avec Christelle Taraud, Paris, PUF, coll. « Le Nœud gordien », 2013, préface de Catherine Coquery-Vidrovitch ; Édition-club Le Grand Livre du mois, 2013.

L'Europe coloniale et le grand tournant de la Conférence de Berlin (1884-1885), dir. avec Christine de Gemeaux, Paris, Le Manuscrit, coll. « Carrefours d'empires », 2013.

Le tremplin colonial: Paul Doumer, gouverneur général de l'Indochine (1897-1902), Paris, L'Harmattan, coll. « Recherches asiatiques », 2004. Prix Auguste Pavie de l'Académie des sciences d'outre-mer 2005 ; Prix des écrivains combattants 2006.

Illustration de couverture :

Le président de la République Paul Doumer, qui a perdu quatre fils et une fille entre 1914 et 1923, passe en revue les drapeaux des anciens combattants le 11 novembre 1931 à Paris. Fonds René Doumer, archives privées.

© 2022, CHAMP VALLON, 01350 Ceyzérieu

www.champ-vallon.com

ISBN 979-10-267-1030-1

ISSN 0298-4792

Amaury Lorin

PAUL DOUMER

LA RÉPUBLIQUE AUDACIEUSE

Champ Vallon

*À ma grand-mère Marie-Louise Lorin (1916-2020), prise en otage
par les Allemands (6 août 1944), pour sa leçon de ténacité et de vaillance.*

« Le principe du courage [...] est de nature plutôt sereine. On le reconnaît à son caractère obstiné, ferme et inébranlable »

Ernst Jünger, *Le cœur aventureux*, 1929.

« Il ne faut jamais renoncer, mais lécher ses plaies et se redresser fièrement »

Moses Isegawa, *Chroniques abyssiniennes*, 1998.

INTRODUCTION

Paul Doumer en 2022

Seule sa fin tragique a été retenue de lui. À la manière d'une sanglante apothéose. Tout au mieux. Comme si l'assassinat du président de la République française le 6 mai 1932 dans l'exercice de ses fonctions, qualifié tout à la fois de « Sarajevo de la Deuxième Guerre mondiale » et de « régicide républicain » par les contemporains, avait, par une sorte de grâce funèbre, éclipsé la vie et la carrière de l'homme, d'une densité pourtant étourdissante. L'ignorance dans laquelle est aujourd'hui tenu Paul Doumer, fréquemment confondu avec son contemporain et faux homonyme Gaston Doumergue, est d'autant plus surprenante que de très nombreuses voies de circulation portent son nom partout en France. D'où une visibilité particulièrement bien implantée de sa mémoire dans le paysage urbain français. Or paradoxalement, aucune biographie ne lui a encore été consacrée à ce jour, l'essai publié en 1994 par Jacques Chauvin, ne se référant à aucune source, étant erroné sur de nombreux points. Soucieuse d'enrichir notre connaissance de la III^e et la plus longue de nos Républiques à ce jour (1870-1940), « écosystème » social déjà bien documenté, ce livre a pour première motivation de combler une lacune importante de l'histoire de France. Voire une injustice au regard des services publics rendus pendant près d'un demi-siècle (1887-1932) sans discontinuité par Doumer à l'État républicain, comme de sa vie de sacrifices, à commencer par celui de quatre de ses cinq fils entre 1914 et 1923.

La légende de Clemenceau est inséparable de la tragédie de 1917. Celle de Poincaré témoigne de la grande peur financière de 1925. Celle de Doumergue s'impose en réponse, provisoire, aux événements sanglants de février 1934. Alors que pas moins de cinq biographies ont été consacrées à Gambetta et à Clemenceau *ex æquo*, et trois à Poincaré, « monstres sacrés » de notre panthéon tertio-républicain,

INTRODUCTION

pour ne citer qu'eux, le treizième président de la III^e République française, personnage tenu jusqu'à ce jour comme apparemment secondaire, demeure un grand inconnu de notre histoire nationale. Quand il n'est pas oublié des dictionnaires et anthologies historiques, il est évoqué de manière inexacte : des erreurs, de datation ou de fonction, sont ainsi fréquemment reproduites le concernant, faute d'un travail biographique jamais encore entrepris à son sujet.

Mon intérêt pour Paul Doumer est né du croisement d'une réflexion de terrain, d'une interpellation, d'une interrogation et d'une découverte.

Une réflexion de terrain, d'abord. J'ai en effet « rencontré » Doumer lors d'un premier séjour en décembre 1996 au Vietnam. J'étais alors coopérant du service national à Pékin. Il m'apparut aussitôt digne d'investigation. Empruntant la ligne de chemin de fer Haiphong-Kunming dite « du Yunnan », rouverte à la suite d'un accord bilatéral entre les autorités vietnamiennes et chinoises, j'admirais, alors que s'offrait à ma vue une luxuriante mer de verdure se dévoilant au gré de multiples crochets et de vertigineuses escalades en corniches, le courage de ceux qui avaient affronté cette extravagante brousse pour construire un tel ouvrage, succession de prouesses techniques – 3 577 ponts, viaducs et tunnels tout au long de ses 860 kilomètres, soit le record mondial – dans un relief particulièrement hostile. Frappé par la trace encore très présente laissée par Doumer sur ce lointain terrain asiatique (École française d'Extrême-Orient, Faculté de médecine d'Hanoi, pont Long Biên enjambant le fleuve Rouge à Hanoi, Institut Pasteur de Nha Trang, Transindochinois, etc.), je m'interrogeais profondément, *in situ*, sur les termes du contact franco-annamite, de nature coloniale, et sur les circonstances qui conduisirent ce jeune député à débarquer en Indochine à la fin du XIX^e siècle.

Une interpellation, ensuite. À mon retour en France l'année suivante, je souhaitais en savoir plus sur Doumer. Parmi mes lectures, l'emploi du mot « anomalie »¹, employé par Charles Fourniau pour qualifier son parcours, suscita chez moi une profonde interpellation, d'histoire sociale : en quoi l'élection à la présidence de la République de ce fils de cheminot, présenté comme le « seul authentique fils d'ouvrier »² parmi les élites dirigeantes de la III^e République, serait-elle

1. C. Fourniau, *Vietnam : domination coloniale et résistance nationale (1858-1914)*, Paris, Les Indes savantes, 2002, p. 587.

2. J. Estèbe, *Les ministres de la République (1871-1914)*, Paris, FNSP, 1982, p. 41.

INTRODUCTION

une « anomalie » en régime républicain ? La République n'est-elle pas pourtant le régime de tous ?

Quand je découvrais avec surprise qu'aucune biographie ne lui avait été consacrée, je m'interrogeais : quels mécanismes expliquent qu'une nation retient tel homme ou telle femme plutôt que tel(le) autre dans sa mémoire collective ? Autrement dit, comment expliquer, moins d'un siècle après son assassinat, l'effacement de Doumer des livres d'histoire de France, tandis que la mémoire d'autres « grands hommes » (Clemenceau, de Gaulle, etc.) y est célébrée ? Le parcours de Doumer a rencontré résistances, oppositions, obstacles. A-t-il pu déranger jusqu'à expliquer son enfermement depuis 1932 dans les oubliettes de l'histoire ? Les conditions particulièrement troubles de son assassinat le 6 mai 1932 ont pu précipiter la relégation de Doumer hors de notre mémoire nationale. Personnage difficile à classer politiquement, l'homme apparaît par méconnaissance peu saillant. La brièveté de son mandat présidentiel (moins d'un an) ne lui laisse guère le temps d'imprimer sa marque. Présenté comme l'incarnation même de la « vertu romaine »¹, Doumer ennueie les chroniqueurs de la vie politique française de l'entre-deux-guerres. Marquée par la fidélité à son épouse Blanche, sa vie privée contraste avec les liaisons affichées des hommes politiques de la Belle Époque. Victime du tri de la mémoire, qui isole sélectivement les « grands hommes » des autres, Doumer, personnage « consulaire » assigné jusqu'à ce jour dans la catégorie des figures dites « de second plan », est ainsi aujourd'hui menacé d'une deuxième mort, l'oubli. Utilisée à des fins d'édification morale par certains de ses contemporains suite à son assassinat en 1932, son image mérite d'être déconstruite, au-delà des représentations successivement érigées, à charge ou à décharge. Seul le combat en 2019 de la mairie de Paris pour l'emplacement exact de la plaque historique commémorant son assassinat le 6 mai 1932 dans le grand salon de l'hôtel Salomon de Rothschild, 11 rue Berryer au cœur du 8^e arrondissement de la capitale, aujourd'hui siège de la Fondation des artistes, a subrepticement ravivé son souvenir². Combat suite auquel une seconde plaque fut apposée, à l'initiative de cette Fondation, le 10 novembre 2020 sur le mur d'enceinte extérieur de l'hôtel, côté rue, rappelant sobrement aux passants : « À la mémoire de Paul Dou-

1. A. Dansette, *Histoire des présidents de la République de Louis-Napoléon Bonaparte à Georges Pompidou*, Paris, Plon, 1981 (1953), p. 257-273.

2. B. Jérôme, « Le combat de la Mairie de Paris pour la plaque Doumer », *Le Monde*, 3-4 mars 2019, p. 9.

INTRODUCTION

mer, président de la République française, assassiné dans cet hôtel particulier le 6 mai 1932 ».

L'histoire enfin se fait avec des sources. Cette biographie s'appuie sur les archives privées de Paul Doumer, exhumées en 2013 suite à mes contacts depuis 2002 avec ses descendants. Le contenu intégral de son bureau dans sa maison (privée) de Cosne-sur-Loire (Nièvre), acquise en 1925 alors qu'il était ministre des Finances, fut d'abord mis en vente en 2013 salle Favart à Paris¹. Il risquait alors d'être dispersé dans des collections privées. En raison des fonctions exercées par Doumer, les Archives nationales purent retirer *in extremis* de la vente aux enchères publiques les cinq lots de la « collection du président Doumer ». Le fonds Paul Doumer (20 cartons) fut ainsi créé en 2014 aux Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine)². L'enquête biographique put dès lors prendre de l'épaisseur grâce aux nombreux documents nouveaux les plus divers – papiers personnels, contrats, correspondances, factures, discours, photographies, dessins, notes, fiches, manuscrits, répertoires, etc. – contenus dans ce fonds.

La genèse de ce livre étant présentée, que nous apprend en 2022 le parcours de Doumer sous la III^e République ? Il ne s'agit ni de susciter une « identification à [un grand personnage masculin] », en le présentant par exemple comme un héros positif de la colonisation, ni encore d'admirer des événements « emblématiques » d'une « identité française » érigée en modèle, travers historiographiques soulevés à juste titre par Laurence de Cock dans sa préface à la récente réédition du *Mythe national* de Suzanne Citron³. Il ne s'agit pas non plus de contribuer à l'écriture d'une légende ou d'une mythologie nationale, qui chercherait en 2022 à célébrer une République idéalisée à travers le cas de Doumer. Encore moins de verser dans le polémique « roman national », avec ses « occultations et [ses] travestissements »⁴. L'élection de Doumer le 13 mai 1931 à la présidence de la République consacre la méritocratie comme un fondement cardinal, parmi d'autres, d'une III^e République pratiquant la mobilité ascendante et donc la justice sociale. Doumer incarne ce fondement en le validant par l'exemple probant de son propre parcours, d'un misérable taudis sur les bords de la Jordanne à Aurillac au début du Second

1. Ader-Nordmann, *Lettres et manuscrits autographes*, Paris, 27 juin 2013, lots 267 A à E, p. 128-134.
2. France Archives, « Les archives de Paul Doumer retrouvées », 4 février 2014, en ligne.
3. S. Citron, *Le mythe national : l'histoire de France revisitée*, Paris, L'Atelier, 2019 (1987), p. 7.
4. *Ibid.*, p. 296.

INTRODUCTION

Empire à l'éclat des plafonds dorés du palais de l'Élysée au début des années 1930. Que dit plus largement sa trajectoire des structures du régime tertio-républicain et que signifie-t-elle dans le contexte dans lequel elle fut accomplie ? Le premier objectif de ce livre, pour l'exposer d'emblée sans ambiguïté, est de décomposer les étapes, ressorts, leviers, difficultés, contradictions de l'ascension sociale méritocratique par l'école de Doumer sous la III^e République, ce qui n'avait pas été fait auparavant. En se gardant cependant de la tentation de glorifier une mythique III^e République, « élevée au rang d'étalon indépassable »¹, et, ce faisant, d'essentialiser ainsi fâcheusement ce régime.

Bien que tragiquement interrompue, la carrière politique de Doumer se déroule sur près de cinquante ans (1887-1932), soit une longue durée en politique. L'Aurillacois est ainsi l'un des rares, avec Poincaré, à exercer une influence tout à la fois sur le début et sur la fin de la III^e République. Son *cursus honorum* – la « carrière des honneurs » est définie par Pierre Grimal comme la « succession des magistratures prescrites après le service militaire : questure, édilité, préture et consulat, avec un intervalle de deux ans entre chacune d'elles »² ; elle est appliquée à l'histoire politique de la France contemporaine pour décrire les étapes que les grands serviteurs de l'État républicain étaient invités à suivre avant d'accéder à l'exercice de la magistrature suprême³ – frappe par sa fulgurance et pose de nombreuses questions. En quoi, au-delà de sa trajectoire individuelle, la carrière politique de Doumer est-elle caractéristique des voies de la méritocratie sous la III^e République, représentative des « nouvelles couches sociales » émergentes, dont Gambetta, fils d'un commerçant de Cahors, annonce l'avènement politique dès 1872⁴ ; ou au contraire exceptionnelle ? Que doit-elle à ses qualités personnelles ; à la compétence financière qui le distingue ? Comment ce dernier se positionne-t-il par rapport aux partis politiques alors naissants ; aux protagonistes apparemment plus traditionnels de la politique ; aux structures en place, rarement figées telles des chapes de plomb transcendant le corps social, mais elles aussi mouvantes ?

Actif sur tous les grands dossiers du régime – en particulier l'expansion coloniale en Asie, le développement des relations franco-russes,

1. M. Fontaine *et al.* (dir.), *Une contre-histoire de la III^e République*, Paris, La Découverte, 2013, p. 6.
2. P. Grimal, *La civilisation romaine*, Paris, Arthaud, 1991, p. 331.
3. R. Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Le Seuil, 1986, p. 67.
4. L. Gambetta, député de la Seine, discours à Grenoble, 26 septembre 1872.

INTRODUCTION

l'impôt sur le revenu, les lois ouvrières, la mise en place des commissions parlementaires, la loi augmentant la durée du service militaire de deux à trois ans, le relèvement d'après-guerre, les réparations –, participant à toutes ses heures héroïques ou critiques – en particulier le siège de 1870, le boulangisme, la défense de Paris à l'automne 1914, la crise financière des années 1920, le réarmement –, Doumer traverse la longue III^e République avec tout à la fois constance et opportunisme.

Le traitement préalable du chapitre indochinois de la vie de Doumer (1897-1902) a rapidement posé l'intérêt d'un élargissement à sa biographie entière, dans la lignée de ces « nouvelles biographies » analysant, à travers le prisme d'une vie humaine, à une échelle incarnée, intime et vécue, des processus de changement structuraux et des phénomènes politiques et sociaux abstraits¹. Car le genre biographique est une entrée privilégiée dans la restitution d'une époque, avec ses rêves et ses angoisses. Autant qu'il soit possible cependant de « sonder les reins et les cœurs », limite inhérente à toute enquête biographique. Il ne s'agit pas, pour autant, de raconter par le menu la vie d'un homme, ni de traquer les empreintes digitales les plus fugaces qu'il aurait laissées ici ou là. Rendre compte de tous les domaines dans lesquels Doumer est intervenu est une gageure. Cédant au vertige de l'exhaustivité, une chronique au jour le jour de sa longue carrière politique, rendue impossible par les carences des sources elles-mêmes, présenterait sans doute peu d'intérêt. Il s'agit bien plutôt, notamment, d'explicitier les circonstances amenant aux enchaînements entre postes et fonctions, et d'éclairer le sens des mandats électifs et responsabilités exercés par Doumer.

L'entreprise biographique demeure une tâche ardue. Quelle place occupe Doumer, avec ses ambiguïtés, ses décalages, ses ruptures parfois, ses succès et ses échecs, dans la course de son temps ? Peut-on voir autre chose que de l'accidentel dans les strates de sa patiente ascension ? Le poids des contingences dans l'aspect fortuit de sa destinée doit être apprécié. Entre les tentants écueils de la téléologie ou de l'hagiographie (la célébration de saint Paul Doumer), et toute une série de possibles dérives (l'adhésion affective, la reconstruction, le discours moral de l'exemplarité, le destin romanesque forcé), l'exercice se révèle délicat. La superposition des mandats électifs et des

1. R. Rémond (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Le Seuil, 1988, p. 121-159.

INTRODUCTION

fonctions, allègrement cumulés par Doumer selon des calendriers électoraux disjoints – ce dernier est notamment tout à la fois conseiller général de l’Aisne, sénateur de Corse et président de la Compagnie générale d’électricité entre 1912 et 1927 –, a particulièrement compliqué la tâche.

Cette biographie n’a pu s’appuyer sur aucun précédent. Or l’établissement de faits, devant un sujet quasi vierge, n’est pas la partie la plus facile du travail de l’historien. La longévité de l’action de Doumer, infatigable assembleur de dossiers levé aux aurores sa vie politique durant (1887-1932), a imposé des choix pour mieux la restituer. Un premier examen des sources primaires, dispersées dans une vingtaine de centres d’archives, a été complété par divers témoignages laissés par les entourages de Doumer, officiels et officieux. Le rôle de la famille, de la belle-famille, des rencontres, des réseaux, des groupes d’influence, des fidélités, des inimitiés, dans les apprentissages et la fabrique de son identité politique, n’a pas pu être ignoré. La prise en compte du mode et du cadre de vie, de l’environnement familial et matériel, a aussi permis la restitution d’un humus. Pour ce faire, les sources photographiques (fonds familiaux) se sont révélées précieuses. Enfin, l’imbrication entre l’acteur et la société, les niveaux individuel et collectif, privé et public, micro- et macro-historiques, a permis de resituer Doumer dans toutes les contradictions de son époque.

L’éparpillement des sources provient des rebondissements de la carrière de Doumer. Renouer les fils dispersés de cette histoire morcelée et reconstituer la trame factuelle de cette carrière mosaïque ont donné lieu à un long travail positiviste de marqueterie documentaire. Pour autant, cette abondance de sources ne doit pas occulter l’existence de lacunes importantes. Celles-ci n’ont pas manqué d’apparaître rapidement au fur et à mesure de mes investigations, à l’exemple du fonds du cabinet du ministère des Finances (Centre des archives économiques et financières à Savigny-le-Temple) : sur les trois passages de Doumer au ministère des Finances (1^{er} novembre 1895-29 avril 1896 ; 16 janvier 1921-12 janvier 1922 ; 16 décembre 1925-9 mars 1926 ; soit vingt et un mois au total), seuls les papiers émanant de son cabinet pour la période du premier semestre 1921 sont ainsi conservés. Les ministres n’étaient alors pas tenus de déposer leurs archives et les emportaient bien souvent avec eux en quittant leurs fonctions.

Ailleurs, des pans entiers de la longue carrière de Doumer se sont révélés privés de documentation : ainsi son dossier personnel de profes-

INTRODUCTION

seur de mathématiques aux collèges de Mende (Lozère) (1877-1879), puis de Remiremont (Vosges) (1879-1883), n'est pas conservé. Les dossiers personnels de professeurs étant constitués pour les droits à pension, ils suivaient en général le fonctionnaire quand celui-ci passait dans une autre administration. Dans le cas de Doumer, ce dossier est considéré comme perdu¹.

Le principe, dans la plupart des fonds, de double enregistrement, *in extenso*, des correspondances au départ et à l'arrivée, a permis de rétablir, sur certaines tranches chronologiques critiques, d'intéressantes chaînes de *reporting*, du territoire administré au sommet de l'État. Par exemple, l'examen parallèle des rapports successivement adressés des territoires constitutifs de l'Union indochinoise au gouvernement général de l'Indochine, puis du gouvernement général au ministère des Colonies, et enfin du ministère des Colonies à la présidence de la République, a permis une éclairante comparaison des versions de travail locales, annotées à la main, et des versions définitives, effectivement reçues à Paris, de certains rapports politiques sensibles. Les synthèses opportunément opérées par Doumer, gouverneur général de l'Indochine (1897-1902), ont pu alors apparaître dans toute leur habileté politique.

Rien à sa naissance ne prédispose Paul Doumer à l'exercice de la magistrature suprême. Soixante-quatorze ans sont nécessaires à cette personnalité, « dont on ne pouvait [apparemment] prévoir qu'elle deviendrait président de la République »², pour gravir une à une chaque marche du *cursus honorum* républicain. « La lutte elle-même vers les sommets » suffit à « remplir un cœur d'homme »³, ainsi que l'établit Camus. Procède-t-elle d'une ambition dans le cas de Doumer ? Seul professeur sur les quatorze présidents de la III^e République ; un des seuls, parmi ceux-ci, à avoir successivement présidé chacune des deux Chambres de représentation nationale, mais un des rares, en revanche, à ne pas avoir présidé le Conseil, la carrière politique de Doumer, qui n'a jamais non plus présidé de parti politique, présente bien des exceptions. Celles-ci font-elles de lui un cas atypique ou l'intéressé s'intègre-t-il aux modèles et au tissu interprétatif déjà connus ? Tenant à première vue à la fois du météore politique et de la patiente ardeur à parvenir, le rythme mené tambour battant de

1. A. Le Goff, courriel à l'auteur, 13 juin 2008 ; F. Opperman, courriel à l'auteur, 14 juin 2008.

2. J. Jolly (dir.), *Dictionnaire des parlementaires français*, Paris, PUF, 1966, t. IV, p. 1473.

3. A. Camus, *Le mythe de Sisyphe, essai sur l'absurde*, Paris, Gallimard, 1985 (1942), p. 168.

INTRODUCTION

son parcours interpelle. Comment finalement un Aurillacois orphelin d'un père cheminot devient-il premier magistrat de France, balayant, par l'exemple qu'il offre, tout déterminisme social et, ce faisant, défatalisant l'histoire politique ?

Le quinquennat de Doumer en Indochine (1897-1902), puis son implication, tout à la fois personnelle et politique, dans la Grande Guerre (1914-1918), apparaissent comme deux césures fortes dans son parcours. Dans chacun de ces deux cas, la situation postérieure de Doumer contraste nettement avec sa situation antérieure. Ces expériences exercent chacune à sa manière un lourd impact sur la trajectoire politique de l'intéressé. Elles constituent en ce sens de réels tournants.

Sa naissance à Aurillac, son apprentissage ouvrier à Paris, ses débuts professionnels dans l'enseignement à Mende puis à Remiremont, son éveil politique dans l'Aisne par le journalisme, constituent pour Doumer autant de ferments cumulatifs de son ambition (1857-1896). Sa nomination, à l'âge de 38 ans, comme ministre des Finances du gouvernement Bourgeois (1895-1896), premier gouvernement radical homogène dans l'histoire politique de la France contemporaine, clôt ce premier cycle.

Ensuite, ses cinq ans de service colonial en Indochine (1897-1902), d'abord destinés à le tuer politiquement, sont au contraire transformés par l'intéressé comme un tremplin décisif dans sa carrière : se déclarant en effet lui-même désormais trop connu pour avoir « besoin de développer un programme »¹ à son retour en métropole en 1902, Doumer tente toutes les audaces politiques pendant une décennie menée avec acharnement (1903-1913), jusqu'à l'épreuve de la Grande-Guerre (1914-1918). Redevenu parlementaire (sénateur de Corse) en 1912 après la perte de son siège de député de l'Aisne en 1910, il met en particulier à profit son « entre-deux-Chambres » pour utilement diversifier ses activités professionnelles en dehors de la sphère politique.

Enfin, amputé de quatre de ses cinq fils et d'une de ses trois filles entre 1914 et 1923, Doumer, apparaissant comme le grand argentier d'après-guerre (1919-1926), voit son image politique se densifier après la Première Guerre mondiale. Les honorariats républicains s'offrent dès lors à lui (1927-1931). Son élection à la présidence du

1. AAN, Chambre des députés, *Programmes, professions de foi et engagements électoraux*, VIII^{ème} législature, 2^{ème} circonscription de Laon, p. 13.

INTRODUCTION

Sénat le 14 janvier 1927 lui sert de marchepied vers la présidence de la République : élu le 13 mai 1931 contre Briand, Doumer, treizième président de la III^e République française, est assassiné le 6 mai 1932 dans l'exercice de ses fonctions. C'est l'incarnation même du modèle républicain qui se trouve touchée en plein cœur ce jour-là. Le drame fait de lui le seul président de la République française victime d'un attentat au XX^e siècle. Quatorze ans après la « der des ders », la France passe de l'après-guerre à un nouvel avant-guerre, en pleine et inexorable montée des fascismes en Europe.

PREMIÈRE PARTIE

Les ferments de l'ambition
1857-1896

Les premiers combats 1857-1886

Gerbert d'Aurillac, avant de devenir au x^e siècle le premier pape français sous le nom de Sylvestre II, aurait par une formule cabalistique changé en flots d'or les fraîches eaux de la Jordanne coulant à Aurillac¹. Cet or était ensuite, selon la légende entourant le « pape magicien », échangé contre du cuivre rapporté par les pèlerins de Saint-Jacques-de-Compostelle.

Autant dire qu'on ne profite guère d'une telle aubaine au foyer Doumer, peu concerné dans les années 1850 par cette légende forgée au XIX^e siècle. La maison Delsol, sise au 34 de la rue des Tanneurs, « une des rues les plus méprisées par la société d'Aurillac »² sur les rives de la torrentueuse Jordanne, n'est qu'un misérable atelier de tannerie à quelques mètres du bief. L'eau est indispensable au rude travail du cuir. Indissociables de l'élevage, de l'eau et des forêts de chêne qui fournissent le tan, les tanneries, issues d'une vieille tradition artisanale locale, sont encore assez nombreuses. Très liées aux boucheries de la ville d'Aurillac, elles débordent d'activité : « charrettes, bourreliers, ouvriers et commerçants du cuir, hommes à grand tablier et écoliers au travail après l'école s'y bousculent encore »³. Travaillant les peaux de génisses, de veaux, d'agneaux et de moutons, les tanneurs d'Aurillac vendent dans toute la France leurs cuirs travaillés « à la façon de Cordoue », même si le marché est alors essentiellement régional (Massif central et grand Sud-Ouest). « Chapeaux, gants, bourses, reliures, parchemins, étuis et écrins de toute sorte, mobilier, le cuir est alors à la mode ». L'eau du canal fait tourner les roues des machines, actionne les moulins pour écraser l'écorce de chêne. On fait ensuite tremper les peaux dans la rivière en

1. P. Riché, *Gerbert d'Aurillac, le pape de l'an mil*, Paris, Fayard, 1987, p. 12-13.

2. Fonds R. Doumer, *Le Matin*, 13 janvier 1906.

3. C. Grimmer, *Histoire des rues d'Aurillac*, Sayat, De Borée, 2008, p. 70.

LES FERMENTS DE L'AMBITION

attendant de les sécher au soleil. On compte jusqu'à douze tanneries et deux moulins à moudre l'écorce en 1880 à Aurillac.

Dominant le clapotis de l'eau, rires et bavardages s'élèvent au pied des verts flancs à pâturage du Puy Courny. Sur les deux rives, des ménagères lavent le linge en donnant d'énergiques coups de battoir. Dans cette province, « rien ne porte à croire que la nature est généreuse », dira plus tard Paul Doumer, aimant ajouter : « On ne naît pas au pied d'un volcan en vain »¹. C'est sous l'angle de la volonté que la vie semble y être conçue. Une chose est admirée : « la continuité de l'effort »². Précédé de deux sœurs, Renée (1854) et Thérèse (1855), Paul Doumer voit le jour le 23 mars 1857 à 3 heures du matin « dans la demeure conjugale, maison Delsol, tanneur », en présence de « la demoiselle Constance Larribe, 38 ans, accoucheuse »³. Il est baptisé le jour même à l'église Notre-Dame-aux-Neiges. Sa marraine n'est autre que sa sœur Renée⁴. Des étymologistes cherchent en 1931 à donner du sens au patronyme Doumer : *domo*, « la maison », *dominus*, « le maître », *erg* renvoyant à l'eau, dimension de la vie, *érgon* signifiant « travail » en grec. Des racines au cœur de l'identité personnelle de Paul Doumer.

« QUO NON ASCENDET ? »

Le mouvement républicain se développe tôt dans le Cantal. La ferveur républicaine y semble plus forte qu'ailleurs en France, associant foi religieuse et esprit civique, dans l'exaltation des valeurs de tolérance, de liberté mais aussi de patriotisme. Le Cantal est en effet un département de « démocratie républicaine », tôt acquis à la République⁵, la petite propriété impliquant généralement l'idée d'indépendance, d'égalité et de liberté politique – alors que « la grande tend à créer des liens de dépendance dans une atmosphère de hiérarchie sociale »⁶. Tout en manquant encore de netteté, le « tempérament politique »⁷, fait de retenue et de prudence, y penche à gauche⁸, le citoyen canta-

1. L. Pasquier-Doumer, petite-fille de P. Doumer, entretien avec l'auteur, 31 mai 2005.

2. P. Bastid, « Paul Doumer », *Revue politique et parlementaire*, n° 479, 10 octobre 1934, p. 508.

3. ADC, 2E14/86, notice 50, acte de naissance de P. Doumer, Aurillac, 23 mars 1857.

4. M. Sementéry, *Les présidents de la République française et leur famille*, Paris, Christian, 1982, p. 264.

5. L. Teyssandier, *La vie politique et les parlementaires du Cantal (1871-1940)*, Aurillac, La Haute-Auvergne, 1995, p. 19-26.

6. A. Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, Paris, A. Colin, 1913, p. 372.

7. F. Goguel, *La politique des partis sous la III^e République*, Paris, Le Seuil, 1946, p. 25-29.

8. P. Barral, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Paris, FNSP-A. Colin, 1968, p. 45.

lien apparaissant « indépendant et soucieux de ses intérêts matériels ». « Méfiant à l'égard de tout ce qui est étranger et nouveau, respectueux des traditions, économe »¹, il est aussi « modéré dans ses choix et apprécie les permanences », écrit Lionel Teyssandier. Quatre députés radicaux sont élus dans le Cantal en 1898. Un radicalisme conquérant domine très largement la vie politique dans le département, au moins jusqu'en 1914². Apparaissant comme un parti « de juste milieu », assimilé à la protection de la petite propriété paysanne, le radicalisme, s'appuyant sur un réseau de comités locaux chargés de diffuser ses thèmes et de désigner ses candidats aux fonctions électives, s'implante avec succès dans le Cantal. « Certes orienté à gauche par son anticléricalisme et son programme social (atténué) »³, il est toutefois « opposé au collectivisme par son respect de la propriété privée ».

C'est dans ce milieu que naît Paul Doumer. Un milieu composé de cheminots, dont son père, de commerçants, d'artisans, de négociants, mais aussi et surtout de paysans. Une extraction misérable, où argent et culture sont absents. Or plus l'extraction est modeste, plus l'ambition est grande. *Quo non ascendet ?* (« Jusqu'où ne montera-t-il pas ? »). Selon ses détracteurs, nombreux, Doumer fait tôt sienne la devise de Fouquet, se référant à l'habile écureuil porté dans ses armoiries, montant de branche en branche jusqu'au sommet de l'État⁴. Originaire de Cransac dans le Lot, Jean Doumerc, son père, est employé des chemins de fer, « poseur de rails » exactement – un rude métier physique également appelé « piqueur de travaux publics »⁵ – et non pas « garçon de course » comme on peut le lire⁶. Il conduit une équipe de six ouvriers travaillant à la construction de la ligne Capdenac-Aurillac permettant de relier Aurillac à Toulouse, selon le projet de « Grand Central » (1853-1857) visant la desserte des bassins miniers du centre de la France. Lancé en 1878 par le ministre des Travaux publics, le plan Freycinet d'équipement ferroviaire de la France bat son plein vingt ans plus tard. Jean Doumerc vient de s'installer seul à Aurillac. Sa compagne, Victorine David, également originaire du Lot (Castelnaud-Montratier au sud de Cahors), l'y rejoint, après avoir épousé en 1835 un homme qui l'a abandonnée. Ces racines fami-

1. L. Teyssandier, *La vie politique et les parlementaires du Cantal...*, op. cit., p. 26.

2. S. Berstein, *Histoire du parti radical*, Paris, FNSP, 1980, t. I, p. 82-84.

3. L. Teyssandier, *La vie politique et les parlementaires du Cantal...*, op. cit., p. 34.

4. PPP, BA2041, P. Dionne, *La Lanterne*, 1^{er} octobre 1921.

5. M. Sementéry, *Les présidents de la République française et leur famille*, op. cit., p. 256.

6. P. Singaravélou, *L'École française d'Extrême-Orient ou l'institution des marges (1898-1956): essai d'histoire sociale et politique de la science coloniale*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 66.

liales lotoises, rurales profondes, franco-françaises de fond, dotent Paul d'une capacité à discerner ce qui est équilibré de ce qui ne l'est pas. De la terre de laboureurs et de cultivateurs de ses parents, il hérite une obstination fidèle et patiente, un bon sens paysan transmis par la mère à son fils. Décrit comme un petit homme replet, trapu, d'un caractère peu liant et peu affable, presque « sauvage », mais d'un naturel travailleur, le père Doumerc perçoit un salaire si faible (2 à 2,50 francs par jour) qu'il suffit à peine à faire vivre sa petite famille¹. La vie quotidienne s'en ressent d'autant plus durement.

Occupé par un débit de vin, le rez-de-chaussée de la maison est si bas que l'on est obligé de baisser la tête pour pouvoir passer². Il donne accès à l'atelier de préparation de peaux, d'où émanent jour et nuit d'infectes odeurs. Dans l'ample grenier à claire-voie sèchent des mottes de tan, écorce de chêne moulue servant au tannage des peaux. Douze marches en bois de châtaignier, que la pluie et la neige ont rabotées et fendues, conduisent à l'étage. Un rustique balcon en fer, affaissé, est posé sur une série de poutrelles incertaines et vermoulues, consolidées par des plaques de zinc. Longeant toute la façade, il dessert plusieurs logements ouvriers. Là, un étroit couloir, boyau noir fait de vieilles planches de sapin, permet d'accéder à une chambre sombre, petite pièce humide et froide dont l'unique fenêtre ouvre sur une cour intérieure. La chambre, meublée, est louée en « garni » pour 5 francs par mois à la famille Doumer³. Le taudis est si vétuste que les murs sont recouverts de peaux « cache-misère » pour mieux l'isoler⁴. Car à 630 mètres d'altitude, les hivers sont rudes à Aurillac. Pour tout ameublement, un grand lit, qui n'appartient même pas aux Doumer, une table, une armoire et trois chaises. C'est là, à droite de la cheminée, que naît le troisième enfant et premier fils de ce couple de locataires. « Joseph, Athanase », prénoms à la connotation trop Empire dont Doumer se débarrasse rapidement, pour des raisons politiques, au profit du plus républicain « Paul », prénom porté par son grand-père paternel, cultivateur à Montfaucon-du-Lot, décédé en 1831. Pratique fréquente, pour cette génération, que celle de l'abandon du prénom civil officiel pour un prénom dit « d'usage » qui lui est préféré⁵. Doumer en profite pour abandonner aussi le « c »

1. AN, 603AP/1, « La vie de M. Paul Doumer », *Le Temps*, 8 mai 1932.

2. Visite à Aurillac, 23 mai 2008.

3. PPP, BA2041, P. Dionne, *La Lanterne*, 1^{er} octobre 1921.

4. G. Cazes, « L'exceptionnelle destinée de Paul Doumer », *Auvergne magazine*, n° 246, avril 1990, p. 14-15.

5. L. Pasquier-Doumer, entretien avec l'auteur, 31 mai 2005.

final de son patronyme, courant dans le Lot dont il est autochtone, « Doumerc » devenant ainsi « Doumer ». Détail, oublié ou intention plus profonde ? Les raisons pour lesquelles le « c » final est abandonné au passage à la génération suivante demeurent inconnues. Les adversaires politiques de Paul Doumer raillent plus tard un changement d'identité pour mieux renier ses origines sociales, selon eux. On peut ainsi lire en 1921 : « S'étant vaincu lui-même en ayant tué Joseph-Athanase Doumerc, Paul Doumer est sûr de vaincre n'importe qui et continue d'attendre son heure »¹.

Victorine, décrite comme une femme intelligente et douce, ne parle guère qu'à sa voisine de palier, la veuve Cazard. Elle lui vend, à son départ d'Aurillac en novembre 1857, des rideaux en cotonnade blanche et bleue, seule trace du bref passage des Doumer à Aurillac. En effet, huit mois après la naissance de Paul, la construction du tronçon de ligne ferroviaire est achevée. La famille, comme de nombreuses autres familles cantaliennes, « monte » alors tenter sa chance à Paris. « Le Cantal, département pauvre, fournit une grande quantité d'ouvriers pour les travaux urbains les plus durs et les plus mal payés »², précise Lionel Teyssandier. Paris exerce une grande attraction même si l'émigration inspire tout à la fois enthousiasme et crainte. L'émigrant cantalien y reste en particulier déraciné jusqu'en 1900. L'apparition en 1904 des premiers trains de vacances à prix réduits pour émigrés changeront en partie cette situation. Jean, le chef de famille, est employé itinérant à la Compagnie de chemins de fer d'Orléans. La jeune famille s'établit en novembre 1857 à Montmartre. Toutefois, « en haut », Doumer garde de solides attaches « en bas », sa base sociale, géographique, mentale. L'enfant d'Aurillac sait d'où il vient. S'il avait d'ailleurs souhaité l'oublier, ses nombreux contempteurs ne manquent pas de régulièrement le lui rappeler par la suite.

UN ÉCOLIER AUVERGNAT SANS LE SOU À MONTMARTRE

Survient le premier drame familial : le père, Jean, unique source de revenus du foyer, décède en décembre 1857 dans des circonstances incertaines – un accident du travail selon une version arrangée ? – quelques jours après son arrivée à Paris. Paul n'a pas encore un an.

1. PPP, BA2041, *La Lanterne*, 12 octobre 1921.

2. L. Teyssandier, *La vie politique et les parlementaires du Cantal...*, *op. cit.*, p. 17-18.

Coup dur pour Victorine juste avant Noël. Déseparée et loin des siens, la jeune femme, qui déjà effectuait ménages et travaux de couture à Aurillac, retrousse ses manches et, vaille que vaille, reprend aussitôt cette activité. Pour elle commence alors une vie de privations. Elle s'installe rue de Belleville, où elle se tue au travail pour s'efforcer de nourrir ses enfants. Deux sous par deux sous. Quand elle peut acheter une volaille, elle se contente de la carcasse et laisse les beaux morceaux aux enfants¹. Se privant elle-même, Victorine veille à ce que le panier que le petit Paul emporte chaque jour à l'école communale de la rue Ramey, à l'angle des rues Custine et de Clignancourt dans le XVIII^e arrondissement de la capitale, soit suffisamment garni². Importance capitale, c'est-à-dire vitale, du rôle joué par la mère pendant ces années de formation. Plus tard, Doumer lui-même écrit : « Quand vous étudiez la formation d'un homme de valeur, cherchez d'abord la mère. Son influence y a été prépondérante »³.

Une version nouvelle est proposée en 2009 par Jean-Michel Miel, assisté de Béatrice Rousseau, généalogiste. Le père de Paul Doumer « serait en réalité Jean Doumerg, né le 4 avril 1821 à Camburat (Lot), agent voyer à Castelnau (Lot) jusqu'à sa démission en 1854, puis associé jusqu'en 1858 dans le Lot à des entrepreneurs dans le secteur des travaux de chemins vicinaux »⁴. Jean ne serait pas mort prématurément mais « aurait abandonné sa famille », ce qui aurait conduit Victorine à déménager à Paris avec ses trois jeunes enfants. Son fils Paul écrit : « Elle pense y trouver du travail, des parents »⁵. On retrouve ensuite la trace de Jean comme métreur à Paris. Condamné en 1873 par contumace à la déportation dans une enceinte fortifiée pour s'être « mis à la tête de bandes armées pour faire attaque ou résistance à la force publique » durant les événements de la Commune, il meurt en 1893 dans le XVII^e arrondissement de Paris. Paul Doumer entreprend en 1877 à l'âge de 20 ans des recherches sur son père. Les Ponts et chaussées du Lot à Cahors lui répondent qu'une seule personne correspond dans leurs archives aux éléments fournis : un dénommé Jean (et non Joseph) Doumerg⁶, « condamné pour faits insurrectionnels ». Le fils entretient-il ensuite volontairement le flou sur l'engagement

1. L. Pasquier-Doumer, entretien avec l'auteur, 31 mai 2005.

2. AN, 603AP/1, « La vie de M. Paul Doumer », *op. cit.*

3. P. Doumer, *Le Livre de mes fils*, Paris, Vuibert et Nony, 1905, p. 165.

4. J.-M. Miel, « Doumerg Jean », maitron.fr, 26 juillet 2009, en ligne.

5. AN, 724AP/1, dossier « Souvenirs », fiche « Début ».

6. AN, 724AP/1, note du cabinet de l'ingénieur en chef, Ponts et chaussées du Lot, 17 juillet 1877.

de son père afin de ne pas risquer de compromettre son ambition politique ? Le document est soigneusement rangé par Doumer dans un dossier « État civil » dans le bureau au rez-de-chaussée de la maison qu'il achète en 1925 à Cosne-sur-Loire.

Quoi qu'il en soit, l'aveu en forme de reconnaissance du fils appuie la thèse du « maternage jocastien », inspirée du souvenir de Jocaste, la mère d'Œdipe et de leurs relations particulières. La mort prématurée du père favoriserait « l'épanouissement affectif et intellectuel »¹ des « cas de réussite sociale les plus spectaculaires », d'« hommes partis de très bas », devenus, au terme d'éblouissantes trajectoires, « les plus grands politiques du temps ». La « cristallisation de la tendresse maternelle » sur le petit Paul, unique fils de Victorine seule, a pu jouer. Situation analogue à celle que décrit Jean-Paul Sartre, évoquant dans *Les mots* sa jeunesse d'orphelin adulé².

La scolarisation des jeunes Français enregistre des progrès décisifs de 1800 à 1882 grâce à la multiplication des écoles, malgré de fortes inégalités régionales avec une France sous-scolarisée au sud d'une ligne Saint-Malo-Genève³. La France du XIX^e siècle continue malgré tout de juxtaposer deux écoles, selon Antoine Prost : « l'école des notables et l'école du peuple »⁴. Ensuite, « seule une élite très restreinte reçoit un enseignement secondaire complet : or la fortune la sélectionne »⁵. Les bourses n'infirmement pas ce trait. Leur nombre est infime : en comptant tous les boursiers (État, collectivités locales, fondations particulières), on en trouve « 3 500 à la fin du Second Empire, 4 500 en 1880 et presque 7 000 en 1887, signe d'un effort réel de la République »⁶. « Tremplin social », l'école assure la promotion des talents. Elle est perçue comme le moyen principal de l'ascension sociale pour les classes populaires et la bourgeoisie montante, dont les valeurs sont d'abord le diplôme et le travail. Imprégnés de foi dans la science et le progrès, les républicains font ainsi de l'école « un cheval de bataille destiné à libérer les consciences ». Instruit grâce aux privations de sa mère, Doumer, « parvenu de l'intelligence », n'est pas boursier de la III^e République. Il est encore moins héritier, ces deux figures sociales étant alors opposées⁷. Les qualités individuelles sont, pour les citoyens

1. J. Estèbe, *Les ministres de la République (1871-1914)*, op. cit., p. 47.

2. J.-P. Sartre, *Les mots*, Paris, Gallimard, 1964, p. 18-25.

3. A. Prost, *Histoire de l'enseignement en France (1880-1967)*, Paris, A. Colin, 1968, p. 104.

4. *Ibid.*, p. 10.

5. *Ibid.*, p. 34.

6. *Ibid.*, p. 35.

7. A. Thibaudet, *La République des professeurs*, Paris, Hachette, 2006 (1927), p. 81-94.

issus des catégories populaires, le fondement de leur réussite. Progresser sur l'échelle sociale par le travail est un idéal. L'intérêt porté aux études en est le corollaire: goût de la compétition dès le plus jeune âge, acharnement pour les premiers rangs, pointage anxieux pour l'excellence. Doumer lui-même expose plus tard à son beau-frère son désir de devenir « quelque chose » voire « quelqu'un » par le travail¹.

Il passe le certificat d'études primaires (CEP) en 1870 dans ce contexte national, même si les lois fondamentales (1879-1889) de la III^e République en matière d'éducation sont postérieures à sa scolarité². Il est l'un des plus studieux des sept cents élèves de Montmartre, remportant chaque année une moisson de prix³. Le rituel de la remise de prix et récompenses en fin d'année scolaire est destiné à favoriser l'émulation, renforcer la motivation et légitimer la « méritocratie scolaire »⁴. À plusieurs reprises, l'enfant, digne de confiance, est même chargé chez les petits de remplacer le maître absent. Comme le dit l'un de ses maîtres, le petit Paul « n'a pas la langue dans sa poche »⁵. Il a déjà l'habitude de dire tout haut ce qu'il pense et ne craint pas de l'exprimer avec énergie. Une qualité qui fera merveille dans les joutes oratoires au Parlement. Le gamin, enfant pâle et résolu adorant les livres et cherchant toujours à s'instruire, profite du développement des activités d'édition (livres, revues, journaux, etc.) alors engagé. Il est rapidement remarqué par le directeur de l'école. Celui-ci le donne en exemple à ses petits camarades lors de la distribution des prix de 1871, qui a lieu en grande cérémonie au cirque Fernando boulevard Rochechouart à l'angle de la rue des Martyrs. Le haut personnage qui préside les prix demande au jeune garçon s'il est né à Montmartre. « Non, Monsieur », répond l'adolescent, « je suis né à Aurillac ». « C'est un beau pays que l'Auvergne ! », insiste le président, « tu dois être heureux d'y retourner ! » « Je n'y suis jamais allé », avoue le petit Paul, tête basse. « C'est trop loin et cela coûterait trop cher. J'ai perdu mon père et maman n'est pas riche ! »⁶ Ému, le président de la cérémonie regarde le gamin en silence. Quelques jours plus tard, celui-ci reçoit à son nom un permis de chemin de fer pour se rendre à Aurillac, à 554 km de Paris, sans bourse délier. Le petit Paul va enfin voir la maison où il est

1. Fonds R. Doumer, lettre de P. Doumer à A. Richel, 15 octobre 1877.

2. F. Mayeur, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation*, Paris, Perrin, 2004, t. III, p. 377-457.

3. H. Pellier, *Paul Doumer*, Paris, Larousse, 1932, p. 2.

4. O. Ihl, *Le mérite et la République: essai sur la société des émules*, Paris, Gallimard, 2007, p. 16.

5. H. Pellier, *Paul Doumer, op. cit.*, p. 3.

6. *Ibid.*, p. 4.

LES PREMIERS COMBATS

né et admirer les horizons de cette Auvergne dont sa mère lui parle si souvent. Pour ce faire, celle-ci adresse son fils au dénommé Pierre Latour, un ancien du pays que tout le monde connaît, un de ses anciens voisins quatorze ans plus tôt rue des Tanneurs à Aurillac.

Avec l'argent que sa mère a pu économiser, le jeune Paul s'est constitué une petite bibliothèque. Des œuvres de Molière, Corneille, Racine, puis celles de grands poètes : Homère, Virgile, Hugo, Lamartine. Pour son voyage à Aurillac au cours de l'été 1871, un événement, Paul emporte avec lui une petite histoire qui vient d'être publiée sur l'enfance de Pasteur¹. Ce récit le passionne. Le savant, fils de tanneur, glorifié de son vivant pour ses travaux pionniers en microbiologie, a lui aussi connu des débuts très modestes, déboires et privations, avant de se faire un nom à force de travail, de patience et d'énergie. Doumer affirme plus tard : « C'est toujours d'en bas, des pauvres, des petits, des isolés résolus, tenaces et hardis, que viennent les grandes transformations du monde »².

Moustache à la gauloise, chapeau à larges bords et solide bâton à la main, le vieux Latour, guêtré, lance à Paul à son arrivée à Aurillac : « Athanase, c'est un prénom de chez nous ! Il est plus gentil, évidemment, de s'appeler Paul, c'est plus parisien ! »³ Accompagné par lui, l'enfant pénètre dans sa maison natale. Le misérable logis qu'il visite lui laisse l'impression que ceux qui l'ont habité et ont veillé sur son enfance ont durement lutté pour pouvoir vivre voire survivre. Impression confirmée par les confidences recueillies sur les sacrifices et le dévouement de ses parents. Ce premier voyage est un choc pour le jeune Paul. Il lui fait brutalement prendre conscience de son origine sociale. Secoué, déterminé, l'Aurillacois repart à Paris le soir même la tête pleine. Cette visite exerce sur lui une influence décisive⁴. Arrête-t-il un plan ce jour-là ?

APPRENTI GRAVEUR DANS LE PARIS DES ANNÉES 1870

La III^e République est proclamée le 4 septembre 1870 après le désastre de Sedan (1^{er} septembre 1870), alors que la France est en

1. *Ibid.*, p. 6.

2. J. Rupied, *Élysée (1928-1934) : anecdotes et souvenirs*, Paris, Peyronnet, 1952, p. 184.

3. H. Pellier, *Paul Doumer, op. cit.*, p. 10.

4. *Inauguration du buste de Paul Doumer*, Fondation pour la science, allocution d'H. Berr, 21 avril 1934, p. 10.

pleine déroute militaire et que les Prussiens avancent sur Paris. Paul Doumer a 13 ans pendant le siège de 1870. Comme de nombreux autres Parisiens, il souffre de la faim. Comme il le rappelle plus de soixante ans plus tard dans son discours le 13 juin 1931 à l'hôtel de ville de Paris en tant que président de la République, alors qu'il n'a rien oublié de cet épisode marquant de sa vie, il doit se contenter «des aliments innommables qu'on mangeait, faute de mieux»¹. Sa mère accumule les ménages et les travaux de couture à domicile. Très vite, ceux-ci ne suffisent plus. La gêne s'installe de manière cruelle au foyer. Peinant à joindre les deux bouts, Victorine n'a d'autre solution que de placer son fils en apprentissage ouvrier dans une fabrique de médailles. Pratique sociale courante que celle du placement en apprentissage ouvrier, chez un patron artisan, de mineurs par leurs parents désargentés, alors que le Paris du XIX^e siècle regorge d'ateliers de quartier.

«Le travail à l'usine, l'initiation sur le tas intéressent des effectifs beaucoup plus importants que ceux de l'apprentissage»², rappelle Françoise Mayeur : l'apprentissage à Paris concerne «seulement 3,2 % des ouvriers en 1861». Cette situation est donc une chance pour le jeune Paul. Les 19 000 apprentis parisiens recensés en 1861 forment en effet «à peine le dixième du nombre des enfants de 10 à 15 ans auxquels l'éducation professionnelle de l'ouvrier est indispensable»³. C'est, dans ce contexte, «dans les métiers artisanaux que perdure l'habitude, héritée des anciennes corporations, de l'apprentissage». L'apprenti reçoit une petite rémunération. Il peut poursuivre son instruction primaire. La loi du 22 février 1851 fixe des limites à l'exercice : «l'âge d'accès au travail est élevé à 12 ans ; les patrons doivent prendre un nombre limité d'apprentis ; et le contrat d'apprentissage comprendra des clauses relatives aux cours professionnels»⁴. Dans la réalité, cependant, l'enfant est le plus souvent «jeté» dans l'atelier sans vocation et sans formation qui le prépare à l'exercice du métier qu'il doit embrasser». Les témoignages abondent, évoquant le rejet de l'enfant à l'atelier par les adultes, le métier étant en effet une chasse gardée âprement défendue par ces derniers. «C'est en servant et regardant faire les autres que l'enfant s'initie peu à peu au

1. AN, 1AG87, discours prononcé par P. Doumer, 13 juin 1931.

2. F. Mayeur, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation*, op. cit., t. III, p. 258.

3. *Ibid.*, p. 259.

4. *Ibid.*, p. 261-263.

dur métier qui sera le sien. Il apprend aussi les lois d'une véritable solidarité et l'orgueil de l'ouvrage bien fait ».

Paul, âgé de 14 ans, rejoint ainsi la maison Robineau, au 129 rue de Turenne dans le X^e arrondissement de Paris, d'abord comme coursier puis comme ouvrier graveur. On profite de sa faiblesse et de son inexpérience pour l'employer aux corvées, aux courses, aux besognes ingrates et peu formatrices, et de l'impuissance de sa mère à user d'une quelconque mesure de rétorsion. Avec ses rues étroites, ses vieux hôtels déchus aménagés en maisons de commerce et sa population d'artisans en chambre, de brocanteurs et de ferrailleurs, le quartier est très animé. Le Paris des bas-fonds d'Eugène Sue ne manque pas de vie. Le burin et le coin en main devant un établi à sept places, Paul y travaille pendant six ans (1871-1877), jusqu'à ses vingt ans.

Le troisième quart du XIX^e siècle, au cours duquel ses parents s'installent à Paris, est celui de la surpopulation maximale des natifs du Massif central dans la capitale. Parmi toutes les communautés provinciales de Paris, celle du Massif central est numériquement l'une des plus importantes. Le recensement de 1926 indique que pas moins de 10 % des habitants de Paris sont nés dans cette région : une population estimée à 600 000 personnes en 1932¹. L'émigration auvergnate, temporaire ou définitive, est un cas emblématique d'exode rural dans l'histoire des migrations internes dans la France du XIX^e siècle. Les Parisiens disent des Auvergnats que « leur rudesse les prédispose pour les métiers les plus durs »². Le poncif marque durablement la construction de l'identité auvergnate et du stéréotype laborieux qui lui est attaché. Dans l'atelier de la rue de Turenne, le coulage du métal dégage une chaleur à peine supportable. Les plaques de cuivre ou de cuir indiquent, sur les chambranles des portes, « Modes », « Fleurs artificielles », « Poupées », etc. Paul Doumer reparle plus tard de l'atelier Robineau comme d'une « ruche sombre », digne du *Fromont jeune et Risler aîné* (1874) d'Alphonse Daudet, où s'activent des silhouettes laborieuses.

Entré en apprentissage pour gagner son pain, le jeune Paul se fait réveiller à l'aube quand sa mère, pliée sur l'ouvrage à l'aiguille, va enfin se reposer. Le fils est fier de rapporter chaque fin de mois à sa mère la somme de 50 francs³, un surcroît bienvenu de revenus dans

1. H. Pagès *et al.*, *Migrants de Haute-Auvergne : trois siècles sur les routes*, Brioude, Watel, 1994, p. 17.
2. R. Girard, *Quand les Auvergnats partaient conquérir Paris*, Paris, Fayard, 1979, p. 61.
3. H. Pellier, *Paul Doumer, op. cit.*, p. 14.

le budget familial. Le jeune apprenti se voit confier l'enchemisage des coins par son patron. L'opération consiste, dans une maison de gravure, à enfermer chaque coin dans un cadre de fer. Ensuite, il doit dresser un catalogue de ces coins, qui, en reliure, sont employés pour l'ornement. Ces progrès, ces premières responsabilités, Paul en parle avec fierté à sa mère le soir à son retour de l'atelier. Dans la plus française des traditions, le goût du travail se transforme en un honneur de l'ouvrage bien fait. Contre la fenêtre du vaste atelier, Paul apprend le métier de graveur de médailles, tout en suivant, une fois passé son certificat d'études primaires (1870), les cours du soir, gratuits, au populaire Conservatoire national des arts et métiers (CNAM). On le voit s'y adonner avec fièvre aux mathématiques, à la chimie, au latin et au grec, et suivre avec passion le cours de physique d'Henri Becquerel, Prix Nobel de physique 1903¹. Une ordonnance royale du 25 novembre 1819 a donné au CNAM le caractère d'une « haute école d'application des connaissances scientifiques au commerce et à l'industrie ». Avec pour devise « *Omnes docet* » (« il enseigne à tous ») fidèle à l'initiative de l'abbé Grégoire, député, l'enseignement y est « gratuit et public pour l'application des sciences aux arts industriels »².

Paul Doumer acquiert ces années-là une connaissance intime, physique et vécue des questions sociales et de la condition ouvrière, doublée d'une conscience sociale aiguë, dont il ne se départit jamais. Il déclare ainsi en préambule d'un discours prononcé le 15 mai 1904 à l'invitation de la Chambre consultative des associations ouvrières de production : « Nous sommes de ceux que rien ni personne ne pourra jamais séparer. [...] Car moi aussi, j'ose le dire, je suis un travailleur ». C'est dans la fournaise de l'atelier que se forment certaines de ses qualités foncières : courage, ténacité, envie de s'élever aussi. Une « source d'énergie » pour le jeune apprenti : une confiance qu'il livre au soir de sa vie à son ami Henri Berr, alors que les deux hommes méditent à l'ombre de grands arbres à Bourbon-l'Archambault (Allier)³. Cette expérience fondatrice façonne d'emblée sa culture politique, au cœur de son identité. Doumer écrit en 1930 : « J'avais 20 ans ! De la vie je ne connaissais qu'une face : le travail. Pendant six années, j'étais enfermé du matin au soir dans une usine du Marais, au milieu des

1. *Ibid.*, p. 16.

2. A. Mercier, *Un conservatoire pour les Arts et Métiers*, Paris, Gallimard, 1994, p. 7.

3. *Inauguration du buste de Paul Doumer*, *op. cit.*, p. 10.

poulies grinçantes, de la chaleur lourde des moteurs »¹. Doumer n'oublie jamais ses six ans d'atelier. Un passage intériorisé, qui fait désormais partie de lui. Preuve en sont les visites régulières qu'il rend jusqu'à la fin de sa vie à la maison Robineau. Plus tard, l'affirmation de sa proximité sociale avec ses électeurs est aussi un moyen utilisé par l'homme politique pour se démarquer (avec succès) des élus socialement dominants. Dans le dossier intitulé par lui « Autobiographie », conservé à Cosne, Doumer poursuit :

« Au sortir de l'atelier, je prenais en hiver le chemin de quelques-uns de ces cours d'adultes. J'arrivais à destination ordinairement bien avant qu'il soit l'heure d'entrer. Alors, à la clarté d'un bec de gaz, j'apprenais quelque formule de réaction chimique ou je lisais. Quand, par bonheur, le cours avait lieu dans le quartier de la Sorbonne, je me réfugiais à la bibliothèque Sainte-Geneviève. Si c'était au lycée Charlemagne, les arcades de la place des Vosges me prêtaient un abri contre la pluie ou la neige, qui sont surtout à craindre quand l'estomac est vide et les chaussures endommagées. Je me revois encore sous ces arcades désertes bien incomplètement éclairées par la lumière rouge de becs de gaz si éloignés qu'ils ne parviennent pas à croiser leurs feux. Après une station assez prolongée sous l'un d'eux, je refermais mon livre et je gagnais l'autre à grand pas pour me réchauffer. [...] Le cours fini, presque toujours à 22 heures, il me fallait regagner mon domicile à Belleville. Quelle que soit la longueur de la route, je la parcourais rapidement sous l'aiguillon de la faim. Et le lendemain, de grand matin à la besogne, [...] je travaillais avec ardeur dans mes livres, en attendant que 6 heures et demie viennent m'obliger à reprendre le chemin de l'atelier. [...] J'avais prodigieusement travaillé. À ma table le matin avant 3 heures, je ne quittais les cours que pour gagner mon usine, et je les reprenais à la première minute de répit. Telle avait été ma vie pendant six ans ! Mais cette vie allait finir ».

Le logis de Victorine à Belleville apparaît inconfortable et étroit pour un travailleur dont la lampe brûle jusqu'à l'aube. En quittant la maison Robineau en 1877, Paul, devenu jeune homme, est accueilli par la famille Richel au 11, rue de Morée (actuelle rue Manuel) dans le IX^e arrondissement de Paris. Originaire de Soissons, elle le prend alors sous son aile. Le fils, Anténor, est un des condisciples de Paul aux

1. AN, 724AP/7, dossier « Autobiographie ».

LES FERMENTS DE L'AMBITION

Arts et métiers. Paul s'éprend de la fille aînée de la famille, Blanche, de deux ans sa cadette. Après avoir présenté à l'Académie des sciences un travail sur la force des projectiles, il passe son baccalauréat ès sciences en blouse de travail en 1877, âgé de 20 ans, et l'obtient avec félicitations¹. Il s'agit d'un fait exceptionnel pour un jeune homme de son origine sociale, alors que pas plus de 5 500 baccalauréats sont délivrés en France cette année-là² :

« Je ne connaissais même pas l'existence des carrières auxquelles mon travail eût pu me conduire, celles dont tout enfant du peuple entend parler. J'aurais cru que c'était folie d'y prétendre. Aux cours du soir, je trouvais des camarades qui avaient fréquenté les lycées. Par eux, j'appris ce que c'était que les grandes écoles du gouvernement. L'une me convenait de tout point : c'était l'École polytechnique. Je résolus de m'y préparer, en dépit de tous les obstacles qu'il fallait vaincre [...]. Premier et principal obstacle : le baccalauréat. La partie scientifique m'inquiétait peu. Mais le latin, dont je ne m'étais jamais occupé et pour l'étude duquel je n'avais l'aide d'aucun cours ! Je me mis à l'œuvre. Une grammaire de Lhomond achetée 60 centimes chez un bouquiniste ; un simple cours de versions latines avec traduction qui ne comptait guère plus ; quatre, cinq ou six volumes de César, Cicéron et Tive-Live, et ma bibliothèque était montée. J'y ajoutais plus tard une édition classique de Tacite et la traduction de Burnouf que j'avais pu me procurer séparément sur les quais [de la Seine]. Un an plus tard, je traduisais passablement. J'avais mon baccalauréat. [...] Une première étape était franchie. J'étais bachelier, et libre de me tourner vers une carrière de mon choix. [...] Et Polytechnique ? J'essayais bien encore, mais d'autres idées avaient germé en moi »³.

LA RÉPUBLIQUE DES PROFESSEURS, DE MENDE À REMIREMONT

Souhaitant rejoindre le milieu professionnel dont est issue Blanche, Paul, dépourvu de tout héritage, cherche surtout à plaire à son futur beau-père. Car Clément Richel, professeur au collège de Soissons,

1. AN, 724AP/1, diplôme de bachelier ès sciences, 5 novembre 1877.
2. A. Prost, *Histoire de l'enseignement en France (1880-1967)*, op. cit., p. 33.
3. AN, 724AP/7, dossier « Autobiographie ».

puis inspecteur de l'enseignement primaire à Vervins (Aisne)¹, souhaite marier sa fille à un professeur. Dans l'immédiat, il exprime de sérieuses réserves devant la « candidature » du prétendant. Un mariage est, en l'état, hors de question. Pour épouser Blanche, le prétendant doit avoir une « situation », autrement dit, dans les schémas sociaux de la Belle Époque, un grade honorable, gage de sécurité. Seule l'assurance de revenus stables, de toute façon vitale pour Paul, est en effet de nature à rassurer Clément Richel. Sans le savoir, ce dernier agit sur Paul comme un instrument du destin. Âgé de 20 ans, Paul fait ses débuts professionnels dans l'enseignement avec le grade de bachelier, un « brevet de bourgeoisie » dans la société française de la fin du XIX^e siècle. La première affectation, lointaine, tombe : Paul est nommé professeur de mathématiques au collège de Mende (Lozère) à la rentrée 1877. Une déception pour les jeunes amoureux désormais séparés. Paul est contraint de rejoindre seul son affectation et de laisser sa fiancée éplorée à Paris. Le couple se fiance le 18 novembre 1877.

Le jeune homme, accédant à la classe dite « moyenne » en débutant une carrière d'enseignant, gagne désormais lui-même sa vie, une immense fierté. L'élite méritocratique du nouveau régime républicain est recrutée pour une part croissante au sein de cette classe moyenne, qui constitue dès lors, écrit Serge Berstein, « l'assise sociale de la République ». Dans une lettre qu'il adresse à Anténor Richel peu après son installation à Mende, Paul Doumer écrit :

« Comment te dire ma joie d'enseigner et de gagner ma vie ? [...] Au collège, mes élèves ne sont pas tous, loin s'en faut, des prodiges en mathématiques mais je crois qu'ils ont une certaine affection pour leur professeur. Du fait de mon jeune âge, ils me considèrent un peu comme leur camarade, n'hésitant pas à venir me trouver pour demander des explications sur les points de mon cours qui leur paraissent obscurs »².

Le jeune professeur, consciencieux, prend ainsi l'habitude de « répéter la leçon pendant la récréation pour ceux qui ne l'auraient pas comprise » et refait de même au cours de la promenade du jeudi. Il incite ses élèves à lire, à fréquenter les ouvrages fondamentaux, car, selon lui, « il n'est pas possible de limiter le développement de l'intelligence à la fréquentation de l'école ». S'efforçant de préserver

1. Archives départementales du Nord, 2T88/67, fonds du rectorat de Douai, dossier administratif de C. Richel.

2. Fonds R. Doumer, lettre de P. Doumer à A. Richel, 15 octobre 1877.

les chances de chacun et sachant lui-même de quoi il parle, le jeune professeur de la République explique enfin à son ami que « pour un certain nombre d'entre eux, la promotion sociale est à ce prix ».

Paul Doumer perçoit pour son travail un traitement mensuel de 150 francs³ – soit le triple de son salaire d'apprenti à Montmartre et le double du salaire de son père à Aurillac – et, pour « avantages accessoires », assure des conférences rémunérées à hauteur de 100 francs par an. Il s'agit ainsi très concrètement pour lui d'un changement de vie considérable. Bien que, la retenue opérée, il ne lui reste que 142,50 francs par mois⁴, le jeune professeur vit comme un ascète et parvient à en économiser 100, soit plus des deux tiers de son salaire net. Marque de confiance, il est choisi, après deux ans d'ancienneté seulement, pour prononcer le discours à la distribution des prix du collègue en 1879. Doumer est décrit par l'inspecteur d'académie départemental, écrivant au recteur de l'académie de Montpellier, comme un « jeune maître intelligent, [...] d'une ardeur qui va parfois jusqu'à l'exaltation »⁵. Son régime spartiate surprend sa logeuse, à laquelle il paie une pension mensuelle de 30 francs pour le gîte et le couvert. Elle ne lui apporte le matin qu'une tasse de lait. À midi, il mange un plat de viande et c'est tout. Le soir, il se contente de pain et d'eau⁶. Un régime alimentaire plus que frugal. Paul décrit Mende comme « une ville curieuse », qui déconcerte le nouvel arrivant par « ses rues étroites et sombres de cité médiévale, ses restes de remparts, ses vieux toits mansardés, ses tours de guet, sa cathédrale, son vieux pont en dos d'âne battu par les eaux glacées du Lot »⁷. Ce climat rude épouvante d'abord le jeune fonctionnaire envoyé dans cette région perdue. Malgré cela, il souligne : « Les gens y sont aimables mais réservés, parfois soupçonneux, comme dans les romans de Balzac ».

Son séjour à Mende précipite-t-il la première orientation politique vers le radicalisme et l'anticléricalisme du jeune Doumer, aiguillé par l'opposition entre école laïque et école catholique ? Dans l'immédiat, travaillant sans cesse, ne se couchant qu'une nuit sur deux ou s'allongeant habillé une heure sur son lit, il prépare une licence de mathématiques d'arrache-pied, condition fixée par son futur beau-

3. ADL, 1T1416, fiche personnelle de P. Doumer, professeur de mathématiques.

4. ADL, 1PER212, « Monsieur Doumer à Mende », *La Croix de la Lozère*, 24 mai 1931.

5. ADL, 1T707, lettre de l'inspecteur d'académie de la Lozère au recteur de l'académie de Montpellier, 11 juillet 1879.

6. ADL, 1PER212, « Monsieur Doumer à Mende », *op. cit.*

7. Fonds R. Doumer, lettre de P. Doumer à A. Richel, 15 octobre 1877.

père au mariage avec sa fille. « Mon bonheur en dépend », résume l'intéressé à son ami Anténor. Une motivation de taille. Paul, têt saisi par cette discipline du devoir, s'y asservit délibérément, négligeant les tentations des jeunes hommes de sa génération. Il avoue lui-même : « Quelle position aurais-je à offrir à celle que j'aime si je ne parviens pas à monter auparavant quelques échelons de cette vieille échelle sociale, que j'avais l'ambition de gravir tout entière ? »¹

Paul a 20 ans. Avec « son complet à 35 francs, sa courte barbe en pointe et ses cheveux plantés drus, il s'essaie timidement à l'élégance »² et semble ne reculer devant rien. Chaque fois qu'il peut s'échapper quarante-huit heures, il retourne voir Blanche. Sa classe de l'après-midi terminée, il quitte Mende à pied pour Langogne, dans le nord-est de la Lozère. Soit une marche de 39 kilomètres à travers cette région montagneuse. Là, il prend l'express de minuit et arrive à Paris le lendemain matin. Le surlendemain, il revient à Langogne, refait à pied ses 39 kilomètres et arrive très exactement pour l'heure de la classe. Fils de veuve, Paul est exempté de service militaire à ce titre, ce dont il doit régulièrement se justifier par la suite. « Ni soldat ni professeur ! », lit-on ainsi pendant la campagne législative de 1888, alors que Doumer, candidat à la députation, a quitté l'enseignement³. Son livret militaire indique : « classe 1877, résidant à Mende, 1m 70, jeune soldat dispensé en vertu de l'art. 20 de la loi du 27 juillet 1872, voué à l'enseignement, dans la réserve de l'armée active le 1^{er} juillet 1883, dans l'armée territoriale le 1^{er} novembre 1887 »⁴. Le préfet de la Lozère atteste que Doumer a concouru au tirage au sort de la classe de 1877 dans le canton de Mende et qu'il a été dispensé comme « voué à l'enseignement »⁵.

Paul ambitionne d'intégrer l'École polytechnique mais y renonce⁶. À défaut, il est prié par son futur beau-père de passer une licence ès sciences mathématiques. Le gage de sa réussite sera la main de Blanche, épouse à mériter et à conquérir ! Le fiancé bachote sa licence avec une énergie telle qu'il la décroche du premier coup en 1878. Cette étape importante dans son parcours fait de lui le contraire d'un « autodidacte »⁷ – comme il est parfois présenté à tort –, puisqu'il doit précisément son entrée dans le corps enseignant au diplôme

1. AN, 724AP/7, dossier « Autobiographie ».

2. AN, 603AP/1, « La vie de M. Paul Doumer », *op. cit.*

3. ADA, *L'Argus soissonnais*, 8 avril 1888.

4. AN, 724AP/1, livret militaire de P. Doumer.

5. AN, 724AP/1, attestation du préfet de la Lozère, 2 juillet 1878.

6. L. Pasquier-Doumer, entretien avec l'auteur, 31 mai 2005.

7. P. Singaravélou, *L'École française d'Extrême-Orient...*, *op. cit.*, p. 66.

qu'il a obtenu et que sa compétence est « garantie et légitimée par [ce dernier] »¹. Paul Doumer accrédite en cela la conception, fortement ancrée dans la culture républicaine des XIX^e et XX^e siècles, selon laquelle l'école joue un rôle fondamental dans la promotion sociale.

Aussitôt licencié, Paul peut enfin épouser Blanche. Il ne perd pas de temps : le mariage, civil et sans contrat, est célébré le 13 août 1878 à la mairie du II^e arrondissement de Paris². Le père de Paul est déclaré « absent ». À eux deux, Blanche et Paul totalisent tout juste quarante ans. Stratégie matrimoniale ? Stratégie d'intégration sociale ? Plus prosaïquement, la condition de Paul s'améliore sensiblement à la fin de sa première année scolaire, le traitement de licencié étant légèrement supérieur à celui de bachelier³. Il peut quitter sa logeuse à Mende et, avant la rentrée 1878, louer et meubler une petite maison sur les bords du Lot. Blanche, son épouse désormais, peut l'y rejoindre à plein-temps. Les jeunes mariés s'installent dans cet idyllique nid douillet, où ils coulent une heureuse lune de miel, hélas de courte durée. L'affectation à Mende s'achève en effet avec la fin de l'année scolaire 1878-1879. Le professeur licencié de mathématiques est alors affecté au collège de Remiremont dans les Vosges pour la rentrée scolaire 1879. Affectation choisie ou fortuite ? La mutation est le meilleur moyen d'obtenir un traitement plus élevé⁴, d'où un nomadisme élevé parmi le personnel enseignant au début de la III^e République. Si elle ne ravit sans doute guère l'intéressé, sa mutation à Remiremont présente au moins dans l'immédiat l'avantage géographique de le rapprocher de Paris.

INSTRUCTION PUBLIQUE ET LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

À Mende puis Remiremont, Doumer n'est jamais finalement qu'un étranger de passage. Le jeune ménage Doumer séjourne à Remiremont jusqu'en septembre 1883. Soit un séjour guère plus long que celui que Paul Doumer vient d'effectuer à Mende. Ce dernier adhère, peu de temps après son arrivée à Remiremont, à la Ligue de l'enseignement, dont la fondation par Jean Macé est annoncée le

1. S. Berstein *et al.* (dir.), *Le modèle républicain*, Paris, PUF, 1992, p. 243.

2. ADC, 2E14/86, certificat de mariage de B. Richel et P. Doumer, mairie du II^e arrondissement de Paris, 13 août 1878.

3. A. Prost, *Histoire de l'enseignement en France (1880-1967)*, *op. cit.*, p. 74-75.

4. *Ibid.*, p. 77-78.

15 novembre 1866 dans *L'Opinion nationale*. Marqué par l'échec de la II^e République, ce dernier considère, comme le rappelle Mona Ozouf, « qu'un régime démocratique ne peut être solide que s'il repose sur l'éducation du peuple »¹. L'action de la Ligue naissante, qualifiée de « société pernicieuse » par le pape Pie IX et de « révolutionnaire » dans *L'Univers* (11 février 1875), se confond rapidement avec la lutte des républicains pour la conquête de la République. La Ligue joue un grand rôle dans le vote des lois scolaires (1881-1882), pilier d'airain de la République selon Jules Ferry, instituant une « instruction gratuite, obligatoire et laïque ».

Une main-d'œuvre qualifiée doit savoir lire et écrire. Née de la volonté de républicains de permettre à tous d'accéder à l'éducation et à la culture, « dans le but d'exercer pleinement leur citoyenneté et d'établir durablement une société plus juste, plus libre et plus solidaire »², la « Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente » – son nom complet – est un grand mouvement d'éducation populaire. Pierre Tournemire précise : « Un an plus tard, la Ligue compte 5 000 membres répartis dans 72 départements. De nombreux "cercles de la Ligue de l'enseignement" se constituent dans les principales villes de France [...]. Le succès est donc considérable, à une époque où n'existent véritablement ni syndicats ni forces politiques organisées. Création de bibliothèques, de cours publics, de sociétés ouvrières d'instruction, [...] tout en revendiquant la prise en charge par l'État de l'instruction publique ouverte à tous »³. La répression politique réactionnaire dont la Ligue est victime ne fait finalement que la renforcer : elle devient dès lors une véritable force républicaine. La Ligue est, à l'issue de son premier congrès tenu à Paris dans une atmosphère de victoire, consacrée le 21 avril 1881 comme « organisation républicaine » par Léon Gambetta, qui l'incite à devenir rien de moins que « la République en action »⁴. Il s'agit de rassembler tous les républicains et les forces vives capables de « gagner à l'idée républicaine tous les villages de France ». Véritable creuset républicain, la Ligue accompagne ainsi l'instauration durable de la III^e République. Car « la République », selon elle, « n'est pas un système ordinaire de gouvernement, elle suppose des citoyens éduqués ». Dès lors, la Ligue

1. M. Ozouf, *L'école, l'Église et la République (1871-1914)*, Paris, Le Seuil, 1992, p. 237-238.

2. P. Tournemire, *La Ligue de l'enseignement*, Toulouse, Milan, 2000, p. 3.

3. *Ibid.*, p. 5.

4. *Ibid.*, p. 11.

poursuit deux buts essentiels : « redresser toutes les infractions aux lois nouvelles ; et se faire l'inlassable propagandiste de l'instruction laïque ». Ses congrès annuels, suivis de banquets et de défilés, sont de véritables manifestations républicaines. En 1889, « elle [coordonne] de nombreuses initiatives pour la célébration du premier centenaire de la Révolution ». Très proche de Doumer, Léon Bourgeois succède à Jean Macé comme président de la Ligue en 1894.

La section vosgienne de la Ligue de l'enseignement est fondée en 1880 à Remiremont¹. Doumer en devient aussitôt secrétaire. Les œuvres postcolaires sont fortement soutenues par les pouvoirs publics. Pour aider les enseignants, « la Ligue envoie des conférenciers dans tout le pays en véritables “missionnaires laïques” »². Armés de livres, de matériel scientifique, ils font aimer la République, expliquent le rôle de l'éducation et développent des sujets d'ordre général ou scientifique. Parmi eux, trois personnalités de premier plan : Fallières, Poincaré, Doumer. Tous trois deviennent présidents de la République. *L'Industriel vosgien* se fait l'écho des nombreuses conférences que Doumer donne dans la région de Remiremont afin de rallier de nouveaux membres, devant des salles combles : le 14 juillet 1882 sur « L'avènement de la III^e République »³ ; le 14 juillet 1883 sur « *La Marseillaise* »⁴. Les symboles comptent, y compris dans le choix du calendrier. Les autres sujets retenus par le conférencier, « Le coup d'État du 2 décembre 1851 »⁵, « Gambetta »⁶ (peu de temps après sa disparition) ou encore « Le siège de Paris »⁷ (à partir de ses souvenirs personnels) sont un bon témoin de ses préoccupations du moment. La multiplication de telles conférences publiques est destinée à permettre « un réveil de la société civile »⁸. Il s'agit d'élaborer « une nouvelle culture politique » afin d'enraciner la III^e République pour mieux vaincre la succession de régimes autoritaires qui l'ont précédée. Le Doumer de ces années 1882-1883 se préoccupe de la situation misérable des ouvriers, constatée par lui, causée notamment par l'alcoolisme et la faiblesse de leurs ressources. Il s'efforce dès lors

1. P. Heili, lettre à l'auteur, 20 avril 2008.

2. P. Tournemire, *La Ligue de l'enseignement*, *op. cit.*, p. 19.

3. ADV, PER, *L'Industriel vosgien*, 15 janvier 1882.

4. ADV, PER, *L'Industriel vosgien*, 15 juillet 1883.

5. ADV, PER, *L'Industriel vosgien*, 10 janvier 1882.

6. ADV, PER, *L'Industriel vosgien*, 2 février 1883.

7. ADV, PER, *L'Industriel vosgien*, 21 mars 1883.

8. P. Nord, « Les origines de la Troisième République en France (1860-1885) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 116-117, mars 1997, p. 58.

de travailler à l'amélioration de leur sort en demandant une augmentation de leurs salaires. Parmi la documentation rassemblée dans ses archives privées, on trouve l'encyclique *De la condition des ouvriers* du pape Léon XIII (1891).

La jeune République, en ce début des années 1880, réalise un pas décisif avec la question scolaire. Un régime démocratique ne peut, selon elle, être solide « que s'il repose sur l'éducation du peuple ». En d'autres termes, « l'œuvre scolaire est », selon son concepteur Jules Ferry, ministre de l'Instruction publique de 1879 à 1883, « inséparable du régime républicain ». L'école (républicaine) doit donner à tous les enfants les moyens d'atténuer les inégalités et les hasards de la naissance. Dès lors, l'éducation est une priorité de la politique républicaine dès 1879. Professeur dans ce contexte national, Doumer devient le militant, défenseur et relais vosgien de cette « méritocratie scolaire ». La Ligue de l'enseignement contribue dans son cas à structurer un réseau de sociabilité renforçant tout à la fois ses valeurs républicaines et sa visibilité, tant au niveau local qu'au niveau national.

À Remiremont, les Doumer louent le premier étage d'une maison rue Baugru, voisine d'une ferme urbaine où Paul, « professeur très estimé »¹, achète son lait tous les matins avant de se rendre au collège². Selon ses anciens voisins, « il sort peu et passe son temps à écrire des articles pour les journaux »³. Mais le sort en décide autrement. Suite à un mauvais rapport d'inspection compromettant son avenir d'enseignant, vécu comme très injuste par l'intéressé, le jeune professeur annonce en juin 1883 sur un apparent coup de tête à ses collègues réunis le soir même dans une brasserie romarimontaine : « Je quitte l'enseignement, je vais faire du journalisme, je deviendrai alors ministre de l'Instruction publique et je pourrai ainsi signer des rapports sur mes chefs actuels ! Apportez-moi de quoi écrire ! » Le bouillant professeur rédige aussitôt sa lettre de démission sur un coin de table, sous les applaudissements de la salle. Accompagnant sa lettre, « une missive très élogieuse du principal du collège est jointe au dossier ». Prétextant par la suite des « problèmes de voix »⁴ – vraie maladie de la gorge ou « laryngite diplomatique » ? –, qui ne lui manque nullement par la suite lors de vibrants discours à la

1. *La Liberté de l'Est*, 20 février 1986.

2. P. Heili, lettre à l'auteur, 20 avril 2008.

3. R. Robin, *La Liberté de l'Est*, 24 décembre 1952.

4. J.-B. Derosne, « Ces messieurs de l'Élysée : petite histoire des quinze présidents », *L'Aurore*, 13 juillet 1953, n° XV.

tribune de la Chambre des députés, Paul Doumer se met en retrait de l'enseignement en septembre 1883 et, ce faisant, quitte Remiremont. Il reste toutefois lié aux Vosges de plusieurs façons. C'est en effet au Val d'Ajol, commune proche de Remiremont, que son fils Armand décède quarante ans plus tard, le 4 août 1923, des suites de la Grande Guerre. Enfant, Armand y avait passé ses vacances avec ses frères et sœurs. Enfin, le président devait, en juillet 1932, revenir dans le collège où il avait enseigné plus de cinquante ans plus tôt, afin d'inaugurer une plaque en son honneur. La plaque est posée malgré son assassinat le 6 mai 1932. La rue du Collège est rebaptisée rue Paul Doumer.

S'agit-il vraiment d'un « coup de tête » ? Doumer ne peut pas abandonner si brutalement une situation professionnelle qu'il a eu tant de mal à acquérir. Alors que son dossier de professeur a curieusement disparu, ses archives privées conservées à Cosne à partir de 1925 apportent un nouvel élément : un nouveau congé, sans traitement, lui est accordé pendant l'année scolaire 1887-1888, sur sa demande, « pour raisons de santé »¹. N'a-t-il alors pas encore quitté l'enseignement ? Quoi qu'il en soit, s'il n'ouvre pas exactement la voie souhaitée à Paul Doumer, qui ne sera jamais ministre de l'Instruction publique, la décision de l'intéressé clôt une période essentielle de sa formation républicaine. Les deux postes d'enseignant qu'il occupe, sur des terrains aussi différents que la Lozère et les Vosges, font de Doumer un bon connaisseur de l'histoire et de la géographie politiques françaises, annonçant « la République des professeurs radicaux et socialistes »² d'Albert Thibaudet. L'enseignement, « seule carrière qui recrute presque exclusivement parmi les fils de famille sans fortune », représente, selon ce dernier, « la section des hommes nouveaux »³. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, ils sont « des hommes modestes ». Les professeurs, que leur métier « disposerait à l'intelligence générale et à l'impartialité présidentielle »⁴, apparaissent ainsi comme une catégorie sociale concurrente de celle des avocats parmi le personnel politique de la III^e République. Outre la place centrale de l'école dans l'appareil idéologique républicain, qu'il promeut doublement en enseignant et en militant, Doumer, ancien professeur de

1. AN, 724AP/1, octroi d'un congé sans traitement, année scolaire 1887-1888, académie de Nancy.

2. A. Thibaudet, *La République des professeurs*, *op. cit.*, p. 142.

3. *Ibid.*, p. 82.

4. *Ibid.*, p. 142.